

L'Opération Serval

Une analyse de la stratégie française contre les djihadistes du Mali

STÉPHANE SPET*

Comme pour les événements survenus deux ans plus tôt à Benghazi, les équipages des quatre Mirage 2000D qui avaient décollé dans la soirée du 11 janvier 2013 du Tchad à destination de Kona, au centre du Mali, savaient qu'ils étaient sur le point d'effectuer une mission qui devait arrêter l'offensive djihadiste qui visait à sécuriser Bamako et sa population. Cette fois, ils n'étaient pas seuls car les forces spéciales françaises étaient déjà sur le terrain, prêtes à apporter leur puissance de feu. Les forces françaises voulaient empêcher les combattants djihadistes de créer un califat au Mali. Elles savaient aussi que l'élimination de toute activité djihadiste au Mali serait un autre défi, plus politique, destiné de s'emparer des flèches de l'arc djihadiste.

En répondant à l'appel d'aide du président malien pour empêcher les djihadistes de piller Bamako et de créer un état islamique radical, le président François Hollande a consenti d'engager son pays au Sahel pour lutter contre les djihadistes. En l'espace d'une semaine, l'opération Serval a mise sur pied une force interarmées qui a arrêté l'offensive djihadiste et repris l'initiative. En deux mois, la coalition dirigée par la France avait libéré l'ensemble du territoire malien après la destruction des bastions djihadistes de l'Adrar des Ifoghas en appliquant une stratégie qui a surpris aussi bien les ennemis que les alliés. Le 31 juillet 2014, ce premier chapitre de la guerre contre le terrorisme au Sahel s'est officiellement conclut par une victoire et la réalisation de tous les objectifs fixés.

* L'auteur est détaché à l'Air War College, Air University, Maxwell AFB, Alabama. Il est pilote de chasse de l'armée de l'Air française, titulaire d'un diplôme en ingénierie de l'École de l'Air et diplômé, en 1999, de l'académie avec une maîtrise en sciences aéronautiques. Il compte presque 2500 heures de vol, principalement sur Mirage 2000D. Le lieutenant-colonel Spet a pris part à l'opération *Enduring Freedom*, aux activités de la Force internationale à la sécurité, aux opérations *Odyssey Dawn*, *Unified Protector* et Serval en tant que commandant des chasseurs bombardiers français (Rafale, Mirage 2000D et Mirage F1CR) du 11 janvier au 6 février 2013. Par conséquent, il a vu le processus de décision et la mise en œuvre de la stratégie française « de l'intérieur ». Ayant servi à Djibouti, au Tchad et au Mali, il est aussi un stratège de l'Afrique. Avant son détachement à l'Air War College, il commandait pendant deux ans l'escadron de chasse 1/3 Navarre à la base aérienne Nancy-Ochey.

Cet article est dédié à la mémoire du capitaine Mathieu Bigand (de l'armée de l'Air française, escadron de chasse 1/3 Navarre) qui a pris part à la première mission de bombardement de l'opération Serval et mourut le 26 janvier 2015 lors d'une mission menée dans le cadre du Programme de leadership tactique au service de son pays.

Ce premier succès dans la lutte contre les terroristes dans le Sahel est expliqué par l'adhésion à trois principes stratégiques : 1) une direction politique clairement définie au niveau politique le plus élevé, en se fondant sur une bonne compréhension de la situation et de ses causes afin d'éviter les pièges politiques ; 2) une combinaison d'économie de moyens, d'initiative et de concentration de forces exprimée dans l'emploi des forces spéciales encadrant les forces armées locales avec l'appui de la puissance aérienne pour localiser et détruire l'ennemi et d'affaiblir sa volonté de combattre ; et 3) la pleine utilisation de type « présence sur le terrain » pour conserver l'initiative non seulement en maintenant le territoire acquis par les forces spéciales et la campagne aérienne, mais aussi en concentrant une force massive sur le point faible de l'ennemi lors de l'assaut final contre la forteresse djihadiste en façonnant une stratégie de sortie pour éviter un borbier¹. Après avoir examiné les origines du conflit, cet article analyse la manière dont la stratégie française s'est révélée efficace en respectant les grands principes stratégiques pour vaincre les djihadistes au Mali. Il examine ensuite le plan de sortie qui a semé les germes d'un succès à long terme.

Les origines du conflit

Un État faible doté d'une armée faible incapable de sécuriser un vaste territoire

Deux fois la taille de la France, pays enclavé, le Mali est l'un des pays les plus pauvres dans le monde, se classant au 176^e rang selon l'indice de développement humain². Connu pour sa corruption, il dépendait d'un système de népotisme créé par le président déchu Amadou Toumani Touré de 2002 à 2012, à travers lequel l'élite politique s'est enrichie³. Malgré le programme de formation des forces d'opérations spéciales mis en place par les États-Unis, la France et l'Allemagne pour créer une force militaire à vocation antiterroriste, les forces militaires maliennes ont été vaincue et forcée par les djihadistes d'évacuer 60 pour cent du pays dans sa partie nord au printemps 2012⁴. En outre, depuis l'indépendance en 1960, le gouvernement malien n'a manifesté aucun intérêt pour le développement du Nord du pays. Le manque de soutien et d'assistance pendant les périodes de sécheresse permet de mieux comprendre le sentiment d'abandon éprouvé par les populations arabes et touaregs.

La rébellion touareg

Représentant environ cinq pour cent de la population malienne, les Touaregs sont des éleveurs nomades dont la population est dispersée dans tout le Sahel et au Mali⁵. Ils résident principalement à Tessalit, Gao et Kidal, et pratiquent une forme syncrétique d'Islam qui allie de nombreuses pratiques autochtones et préislamiques⁶. Marginalisés pendant des années, les Touaregs ont toujours aspiré à l'indépendance ou ; par conséquent, ils ont conduit de nombreux soulèvements qui ont été sévèrement réprimés par le gouvernement central en 1963, en 1990, sous la direction d'Iyyad ag Ghali, en 2006 et en 2011. Selon eux, les deux accords signés avec le gouvernement central malien à Taman-

rasset (1992) et à Alger (2006), n'ont pas conduit à une plus grande autonomie ni à un rôle accru des Touaregs locaux au sein des forces de sécurité et dans le développement économique. Ainsi, la marginalisation politique et économique représente les véritables racines des revendications des Touaregs, alors que les croyances religieuses et l'appartenance ethnique se sont révélées des éléments secondaires qui ont compliqué le problème.

Renforcés par le retour d'anciens mercenaires de Mouammar Kadhafi chargés d'armes lourdes et de munitions des dépôts libyens, les dirigeants des différentes factions touarègues ont formé le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) en octobre 2011⁷. Il est important de noter que ce groupe, sous la direction de membres de la tribu aristocratique de Kidal, ne représente ni tous les Touaregs ni toutes les populations du Nord. Les divisions entre Touaregs reposent principalement sur leur statut au sein de cette société aristocratique et sont essentielles pour expliquer l'existence de nombreuses factions au sein de l'ethnie touareg.

Les groupes djihadistes

Précédemment connu sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), Al-Qaïda au Maghreb (AQMI), retrace ses origines en Algérie, comme en témoigne la citoyenneté de ses dirigeants. Les actions antiterroristes brutales menées avec succès par l'Algérie ont repoussé AQMI dans les pays voisins où l'organisation a développé une campagne très lucrative des enlèvements contre rançon⁸. Originaire de Gao, le Mouvement pour l'unité en Afrique de l'Ouest (MUJAO) est un groupe terroriste connu pour ses activités de contrebande, alors qu'Ansar al Dine est un groupe salafiste créé par Iyad ag Ghali, le célèbre aristocrate touareg qui est devenu islamiste au début du siècle. L'AQMI partage avec ses deux principaux alliés un objectif qui vise à remplacer tous les gouvernements du « Sahelistan » avec des états de charia appropriés⁹. Ces groupes djihadistes, qui ont trouvé un terrain favorable dans les communautés wahhabites radicalisées qui se sont répandues dans le Nord du Mali, considèrent la charia comme une option prévue par la déclaration du 19 janvier 2012 du président du Haut comité islamique malien¹⁰. Ainsi, les revendications politiques des Touaregs prirent ont pris une dimension religieuse.

Le pacte faustien

Entre janvier et avril 2012, le MLNA, sous le commandement de Mohammed Ag Najem et Bilal Ag Acherif (deux anciens colonels de l'armée de Kadhafi), allié aux trois groupes djihadistes, ont conquis une grande partie du Nord du Mali. Cette série de défaites subies par l'armée malienne a conduit à un repli stratégique au sud de la boucle du Niger et à un coup d'État militaire à Bamako le 22 mars 2012. Parmi les défaites maliennes, il est intéressant de noter que le général malien El Haj Gamou, un Touareg appartenant à une caste inférieure qui a intégré les forces armées maliennes après les soulèvements touaregs des années 1990, a farouchement défendu la ville de Kidal contre les

forces moudjahidines au début de 2012. Néanmoins, il a été forcé de se retirer avec ses troupes vers le Niger.

Appliquant leur programme, les Islamistes, peu intéressés par l'idée d'un Azawad libre et laïque, ont marginalisé le MLNA laïque et imposèrent une loi stricte de la charia dans la zone conquise¹¹. Ainsi, le MLNA, récompensé de son pacte faustien avec les djihadistes qui ont pris le contrôle de l'Azawad, a proclamé un cessez-le-feu unilatéral. Préoccupée par la réticence de l'armée malienne à restaurer les institutions démocratiques, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a réagi en instaurant un boycott économique qui a réussi à contraindre les putschistes à installer le président de la Chambre Dioncounda Traoré comme président du Mali, conformément à la Constitution. Devant l'échec des négociations avec les djihadistes et afin de restaurer l'intégrité du Mali, la CEDEAO, l'Union africaine et les experts militaires maliens ont adopté un concept stratégique interarmées des opérations pour déployer les forces armées ouest-africaines afin de rétablir l'intégrité du Mali.

La stratégie française au Mali et sa mise en œuvre

Une orientation politique claire

Les djihadistes ont décidé de saisir l'initiative lorsque la pression a augmenté avec l'adoption de la Résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU), autorisant le déploiement d'une Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (AFISMA), qui sanctionnait la prise de toutes les mesures nécessaires pour rétablir l'intégrité territoriale du Mali¹². Deux colonnes d'environ 80 et 30 véhicules, la plupart avec une plateforme d'armement, et 5 ou 6 membres d'équipage, se sont dirigés vers Konna et Diabaly¹³. Réalisant que les djihadistes étaient à moins d'une journée de Bamako, le président Traoré a officiellement demandé l'aide de la France, qui a agi le 11 janvier, en vertu de l'article 51 de la Charte de l'ONU, qui prévoit le droit des pays à l'autodéfense, y compris l'autodéfense collective, contre une attaque armée¹⁴. Il est possible que le « discours de Dakar » du président Hollande, expliquant que la France avait fini avec ses ingérences dans les affaires intérieures africaines, et l'inaction des troupes françaises en Afrique centrale en décembre 2012, auraient conduit les djihadistes à croire que la France n'agirait pas¹⁵.

Pendant des mois, et en dépit des doutes exprimés par ses alliés, la France a utilisé la diplomatie dans un effort vigoureux pour élaborer une solution africaine à un problème africain¹⁶. Cette solution, bien que suscitant des inquiétudes au sujet de son efficacité militaire car ne reposant que sur les forces africaines, impliquait l'adoption de la version française de « diriger en arrière-plan » sans engager des forces combattantes. Ainsi, la France permettrait d'éviter les désavantages économiques et politiques, car la France était encore perçue comme l'ancienne puissance coloniale en Afrique de l'Ouest.

Il n'est pas surprenant que la France a souhaité s'en tenir au plan multinational initial moyennant quelques ajustements. Selon le président Hollande, les objectifs étaient

d'aider les forces militaires maliennes de bloquer l'offensive des djihadistes vers Bamako et à les repousser pour assurer la sécurité de la population civile ; et de faciliter la mise en œuvre des résolutions internationales par un déploiement rapide de deux missions complémentaires : l'AFISMA et l'EUTM, la mission de formation de l'Union européenne au Mali¹⁷. Par conséquent, comme ce fut le cas il y a trente ans au Tchad contre des forces libyennes, l'intention de la France était simplement de mettre fin à l'avance des djihadistes et de les endiguer dans une première phase. Ensuite, une fois les forces maliennes bien formées par l'EUTM, les forces françaises soutiendraient une contre-offensive malienne soutenue par l'AFISMA pour repousser les djihadistes¹⁸.

Le 12 janvier, après la contre-offensive française initiale, le président Hollande a décidé d'adapter la stratégie initiale en saisissant l'initiative¹⁹. Ainsi, après l'offensive djihadiste, les forces françaises, ainsi que les restes des forces maliennes libéreraient le Nord du Mali sans attendre la constitution de la coalition africaine²⁰. Cette décision politique est bien plus risquée pour la France dans la mesure où les pertes pourraient être plus lourdes. En fait, compte tenu de l'aversion de l'opinion publique à l'égard des pertes, c'était une option dangereuse qui pouvait mettre en péril l'opération et pourrait faire perdre rapidement à la fois le soutien interne et international. Un élément qui a pesé lourdement sur cette décision était le désir de détruire les djihadistes avant qu'ils aient le temps d'abandonner le champ de bataille pour se mettre hors d'atteinte²¹. En effet, « saisir l'initiative et ne jamais relâcher la pression exercée sur les djihadistes » a été la devise des forces françaises. En quelques jours, comptant sur les 75 pour cent sur ses alliés pour la première projection de la force, la France serait en mesure d'exhiber suffisamment de force militaire pour accomplir cette tâche en reprenant la boucle du Niger²².

Éviter les pièges politiques

De toute évidence, la France avait adopté une stratégie flexible, prenant en considération l'ensemble du contexte et les enjeux locaux difficiles tout au long de l'opération. Le premier piège à éviter est l'isolement et le fantôme du colonialisme. Sur la scène diplomatique, la France a obtenu le soutien de tous les pays africains de la région, y compris l'Algérie, quoique discrètement²³. Le processus de déploiement de l'AFISMA s'est accéléré, les frontières de la Mauritanie furent fermées, et le Tchad a envoyé plus de 1000 de ses soldats les mieux entraînés pour les opérations de désert. Le 17 janvier, les premières centaines de soldats africains de l'AFISMA sont arrivées à Bamako. Ainsi, la France a réussi à internationaliser ce conflit transfrontière, et les pays africains ont assumé leur part du fardeau.

Bâtir une coalition est toujours un défi, comme en témoigne l'absence de consensus au sein de l'Union européenne au sujet d'un engagement sur le front malien (les principaux pays européens ont agi de façon bilatérale pour apporter un soutien logistique à l'opération française²⁴). La France réussit à attirer la majorité des pays du Sahel dans une coalition. Le fait que chaque pays a apporté ses priorités, ses perspectives et ses intérêts, sa stratégie, ses structures de commandement, ses règles d'engagement et ses restrictions

aurait pu conduire à des tensions et affaiblir la coalition. En fait, le leadership français a évité ce piège classique en assumant pleinement le commandement et la conduite de l'opération, et en imposant sa stratégie lors de la phase offensive sur ses alliés africains, qui ont donné carte blanche aux Français. En conséquence, la France a connu une unité dans l'action et a pu s'adapter rapidement à un environnement changeant quand la prise de décisions n'exigeait pas de consultations entre alliés.

Les dirigeants français ont également souhaité éviter le piège de perdre le soutien politique intérieur si la population ne croyait pas qu'une telle opération était d'un intérêt vital. À l'exception de quelques individus de peu d'influence, les membres de tous les partis politiques ont rapidement exprimé leur soutien à l'opération française. Parce que ce soutien pouvait s'effondrer à tout moment, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a joué un rôle clé en expliquant les opérations militaires aux médias et en étiquetant énergiquement les djihadistes comme les pires ennemis de la France. Les sondages d'opinion ultérieures ont montré un large soutien populaire²⁵. En outre, en utilisant une empreinte légère et en employant des moyens très efficaces, à savoir les forces spéciales et les ressources aériennes, la France a maintenu ses pertes humaines à un niveau acceptable pour l'opinion publique. En fait, La France avaient de nombreux avantages qui ont amélioré ses chances de succès, y compris des objectifs politiques raisonnables, un champ de bataille favorable (traquer les djihadistes en terrain découvert était plus facile que de le faire en milieu urbain), le soutien de la population qui a souffert des violations des djihadistes, la connaissance de l'armée malienne de l'environnement et des années de collecte du renseignement sur les djihadistes, qui se sont révélés d'une importance capitale dans le processus de ciblage.

Conscient du fait que l'un des principaux problèmes ayant conduit au succès des djihadistes en 2012 était les luttes intestines entre certains Touaregs et le gouvernement malien, les Français ont évité le piège mortel de nourrir une insurrection locale en tournant les Touaregs contre les forces de l'opération Serval. Leur premier geste a été d'accepter le soutien du MLNA, mais discrètement parce que la population du Sud pourrait interpréter cette action comme une trahison. La deuxième mesure a été l'utilisation judicieuse du colonel Gamou qui a pris part à la libération des villes touaregs. Dans la zone contestée où les Touaregs s'étaient installés, la France a empêché les forces maliennes non-touaregs d'essayer de libérer les villes touaregs, où elles auraient pu être considérées comme des envahisseurs plutôt que comme des libérateurs, sans parler de la crainte de représailles pour des Touaregs aux djihadistes. Par conséquent, les forces tchadiennes ont remplacé les forces maliennes pour la libération de Menaka (aux côtés de forces armées nigériennes) et de Kidal (avec les forces spéciales françaises). La présence de Touaregs dans la coalition signifie que les djihadistes ont perdu leur principal soutien. Sans aucun doute, les troupes françaises et leurs alliés ont amélioré leurs chances de succès sur le long terme en mettant en œuvre cette stratégie.

Enfin, plutôt que de se livrer à la construction de la nation classique, la France a cherché à apporter la sécurité au Mali en contenant la menace djihadiste. L'idée était de créer des conditions qui permettraient au Mali de reconstruire lui-même sur des fonda-

tions solides. Loin de rechercher la construction de la nation, la France voulait simplement restaurer le statu quo. Entre les coups d'état de 1992 et 2012, le Mali était proche d'une démocratie constitutionnelle dans laquelle les présidents de la République du Mali, ainsi que les maires et les parlementaires, ont été démocratiquement élus. Ces éléments clé, combiné à une économie qui pourrait être encouragée par une aide internationale et l'absence de motifs d'insurrection (sauf dans la zone touareg), expliquent le choix de la France de ne pas interférer dans les affaires intérieures maliennes. Les seules exceptions sont 1) la pression exercée par la France sur Traoré, le président par intérim du Mali, pour organiser des élections présidentielles en juillet 2013 et 2) la prévention des troupes maliennes de libérer les zones touaregs, qui étaient toutes deux destinées à semer les graines pour une solution politique à long terme²⁶. Dans ce contexte, la France pourrait se concentrer sur sa mission de lutte contre le terrorisme et d'éviter la perte d'énergie et l'influence politique qui accompagne l'ingérence dans les luttes politiques intérieures maliennes.

Économie de moyens, l'initiative et la concentration des forces

Compte tenu de l'inquiétude du président Hollande d'une attaque surprise avant l'arrivée de l'AFISMA, les planificateurs ont passé des semaines à la préparation de 64 dossiers cibles à partir d'images par satellite et du renseignement collecté par les forces d'opérations spéciales françaises afin de détruire les centres de commandement et de soutien logistique djihadistes²⁷. S'appuyant sur son réseau de bases opérationnelles permanentes d'outre-mer implantées en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Tchad, au Niger et au Burkina-Faso, la France a utilisé la vitesse et la réactivité de la puissance aérienne, combinées à l'audace de ses forces spéciales pour arrêter l'offensive. Après une première attaque de deux hélicoptères Mi-24 maliens contre un rassemblement de djihadistes à Konna, deux hélicoptères d'attaque Gazelle français se sont lancés vers cette ville et ont détruit de nombreuses camionnettes dans l'après-midi du 11 janvier 2013. Cette action a surpris les djihadistes et a renforcé le moral des forces terrestres maliennes en illustrant l'engagement sans réserve des Français²⁸. Dans la soirée, des chasseurs venus de N'Djamena ont détruit le centre de commandement d'Ansar Dine et quelques centres logistiques à Konna et dans les environs. L'effet psychologique sur les mercenaires peu motivés au service des djihadistes s'est révélé dévastateur²⁹. La campagne aérienne s'est poursuivie avec des frappes visant de nombreux dépôts logistiques et de munitions à Gao et à Tombouctou menées par quatre Rafale en route vers N'Djamena. Une fois arrivés, ils ont combiné leur puissance de feu à celle de six Mirage 2000D pour mener des frappes dans toute la zone sous occupation djihadiste et partout où un appui des forces spéciales serait nécessaire.

Le 14 janvier, la deuxième colonne djihadiste de camionnettes a atteint Diabaly sur l'axe occidental sans être engagée en raison de l'arrivée tardive des deux Mirage 2000D venus du Tchad³⁰. Une combinaison audacieuse d'hélicoptères d'attaque des forces spéciales et d'avions de combat ont engagé les camionnettes des djihadistes pendant deux

nuits et ont réussi à bloquer le deuxième axe de l'attaque djihadiste, mettant ainsi fin à leur offensive initiale.

Le 17 janvier, une force combinée de 400 combattants maliens et 40 hommes des forces spéciales françaises appuyée par des Mirage français a repris Konna. Il ne fait aucun doute que l'entrée des forces maliennes à la tête de la colonne a contribué à remonter le moral de la nation entière, tel que rapporté par les journaux télévisés. En une semaine, cette force a repris toutes les villes sur la route en direction de Gao, où un audacieux assaut interarmées a écrasé les derniers djihadistes qui n'avaient pas fui. Le premier à libérer la ville à la tête de ses troupes d'élite a été le célèbre colonel malien Haji Ag Gamou, qui était resté loyal au gouvernement central.

Le 30 janvier, la France a décidé d'envoyer trente commandos des forces spéciales pour sécuriser Kidal, contrôlé par le MLNA, une ville clé où de nombreux anciens combattants d'Ansar Dine avaient créé un nouveau mouvement qu'ils affirmaient ne pas être terroriste. Quelques jours plus tard, des forces tchadiennes ont participé à la prise de Kidal, respectant ainsi la sensibilité des Touaregs et libérant une importante communauté avec peu de ressources. Contrairement au plan pour l'Afghanistan, une fois libérés, les Maliens ne devaient pas construire une démocratie de type occidental, mais réinstaller un système politique acceptable.

La présence sur le terrain

Comme prévu, dans toute bonne planification stratégique, au cas où l'endiguement initial ne réussit pas, les forces de réaction rapide basées au Tchad et en Côte d'Ivoire ont été envoyées à Bamako dans l'après-midi du 11 janvier pour préparer une possible évacuation d'urgence de tous les ressortissants français et européens. Toutefois, avant la constitution des forces africaines pour la contre-attaque, la mission a changé de la sécurisation de Bamako et de l'endiguement de l'offensive djihadiste à la libération de la boucle du Niger. Cette évolution du plan initial s'expliquait par deux éléments principaux : le succès des frappes aériennes et les résultats de la percée des forces spéciales françaises et des restes des forces d'élite maliennes.

Par conséquent, une colonne de troupes maliennes et françaises qui se sont rassemblées à Bamako ont commencé leur avance sans combattre vers Tombouctou le 16 janvier. Malgré les premiers succès, le président Hollande, conscient que les médias français n'allaient pas tarder à parler de borbier, a poussé l'armée à accélérer le tempo des opérations et de reprendre rapidement l'une des principales villes du nord. Après la planification comprimée du jour J a été avancée à maintes reprises, une opération aéroportée a repris Tombouctou le 26 janvier sans aucune opposition de la part des djihadistes, qui avaient fui plus tôt.

Au début de février, seule une petite zone montagneuse est restée sous le contrôle des djihadistes. Cependant, elle est vite devenue leur fief où, après toutes ces retraites, ils ont trouvé refuge. Malgré le peu de combats, les forces terrestres conventionnelles, qui avaient avancé malgré les problèmes logistiques, allaient bientôt affronter l'ennemi. À

l'occasion d'une visite aux Émirats, le président Hollande a dit qu'il avait l'intention de « Détruire [les djihadistes] ou, si possible, les capturer³¹ ». Le cadre offre une certaine liberté aux forces armées et, après une frappe aérienne intensive dans la nuit du 2 février, les forces se dirigèrent vers l'Adrar des Ifoghas. Cette bataille décisive allait montrer que les djihadistes radicaux étaient déterminés à se battre jusqu'à la mort. Une force combinée de la brigade française Serval, comprenant 800 Tchadiens et Touaregs de l'armée malienne (les hommes de Gamou), soutenue par des avions de combat et des hélicoptères d'attaque, allaient détruire le bastion djihadiste en deux semaines. Cette réussite était fondée sur une tactique interarmées simple, employant des patrouilles à pied pour forcer l'ennemi à se découvrir et à s'exposer à la puissance de feu des avions de combat ou de l'artillerie³². Seulement trois soldats français sont morts lors de lourds combats rapprochés. La puissance de feu, la concentration de l'effort et la puissance massive mise en œuvre se sont avérées essentielles pour vaincre un ennemi extrêmement motivé.

Hormis quelques attaques désespérées avant la fin officielle de l'opération Serval, le 31 juillet 2014, aucun autre combat majeur n'eut lieu, et la France a adapté sa stratégie visant à améliorer la sécurité dans les zones libérées. Les forces terrestres se sont avérées essentielles en effectuant des missions de stabilisation pour empêcher les djihadistes de retourner dans ces zones libérées³³. Pendant ce temps, les forces spéciales et les moyens aériens allaient surveiller, repérer et détruire les derniers djihadistes au Mali. Comme décrit précédemment, la France a utilisé une stratégie militaire efficace qui a conduit au succès, mais, consciente qu'il est possible d'obtenir un succès tactique sans une victoire stratégique, les Français ont choisi des objectifs réalisables, presque dès le début de l'opération Serval.

Des objectifs réalisables et la solution à long terme pour la France

La stratégie française de sortie pour l'opération Serval peut se résumer comme suit : une solution multinationale, un processus politique et l'endiguement des activités terroristes à un niveau gérable. Le premier élément clé de la stratégie française de sortie a pris forme avant l'opération Serval avec le passage de la Résolution 2085 et le déploiement de l'AFISMA pour sécuriser le Mali, tous deux provoqués par l'offensive djihadiste. La France a évité ainsi un borbier et un engagement unilatéral en formulant une stratégie de sortie qui comprenait un retrait progressif, s'accompagnant simultanément du transfert de la responsabilité de la sécurité et la stabilisation à une force de maintien de la paix parrainé par l'ONU, levée par la CEDEAO et soutenue par une mission de l'Union européenne (EUTM) offrant conseils, mentorat et formation. En outre, la France a utilisé le levier économique à l'occasion de la conférence des donateurs pour le Mali organisée par l'Union africaine le 29 janvier, qui générée des contributions totalisant 453 millions de dollars³⁴.

Conférer une légitimité à un gouvernement élu à Bamako s'est avéré essentiel. Malgré l'engagement du gouvernement américain à la démocratie, sa réticence à reconnaître un gouvernement illégitime porté au pouvoir par un coup d'État qui s'est traduit par une

réticence à ravitailler des avions de chasse français au cours de la phase initiale. Cette situation a certainement obligé les dirigeants politiques français à maintenir la pression exercée sur les autorités maliennes à organiser rapidement des élections, qui ont eu lieu avec succès le 28 juillet et le 11 août 2013, aboutissant à l'élection d'Ibrahim Boubacar Keïta en tant que président³⁵. À Kidal, le processus démocratique avait été parachevé, apportant l'espoir d'une solution négociée entre les rebelles touaregs et le gouvernement central malien.

Il ne fait aucun doute que la résolution de ce conflit interne est la clé pour résoudre le problème du terrorisme à long terme dans le Sahel. Pendant des mois la France a réussi à empêcher les représailles du gouvernement central malien envers les Touaregs en empêchant les troupes maliennes de se masser dans les zones peuplées de Touaregs. Les Touaregs ont d'abord été acceptés par la population du Sud ; avec le temps toutefois, la pression née de la rue a forcé l'armée malienne à être déployée partout dans le pays. Le dilemme réside dans la tension entre la volonté d'autonomie des Touaregs et le respect de l'intégrité du territoire du Mali. La France a fait preuve d'une réticence déterminée à intervenir dans les affaires intérieures du Mali depuis le début de l'opération Serval. Bien entendu, les actions entraînent des réactions, et la France sait que les djihadistes pourraient revenir si la revendication d'autonomie des Touaregs ne trouve pas de solution. En tant qu'ancienne puissance coloniale, la France a beaucoup à perdre dans l'ensemble de ses anciennes colonies en s'ingérant dans les affaires intérieures maliennes. En équilibrant le court terme à sa grande stratégie, La France préfère se fier à un compromis malien qui a pour une fois des chances raisonnables d'être atteint dans la mesure où aucun camp ne souhaite un retour des djihadistes.

Avec la destruction de la forteresse terroriste d'Adrar des Ifoghas, la France savait que le début de la bataille a été gagnée, mais pas la guerre. Par conséquent, une décision devait être prise sur ce qu'il convenait de faire une fois les troupes maliennes formées par l'AFISMA et l'EUTM étaient déployées. La solution allait être une force légère mais endurante ayant deux missions : 1) agir en tant que force de réaction rapide appuyant l'AFISMA et les forces maliennes et 2) pourchasser les groupes terroristes dans tout le Sahel.

Étant donné que l'activité djihadiste ne se limitait pas au Mali, la France a décidé de réclamer une réponse régionale et a rassemblé avec succès une coalition regroupant tous les pays affectés par ce fléau. L'un des principaux avantages de cette organisation s'avère être la capacité de partager le renseignement, un facteur central dans la lutte contre les terroristes, car il aide les forces de coalition à les poursuivre et les détruire. Le principal piège à éviter est de perdre le soutien des populations locales par des frappes indiscriminées qui feraient des victimes chez les civils. Grâce à la géographie et le manque de soutien naturel de la population locale, les chasseurs français ont pu mener des frappes sur des cibles de grande valeur dans des zones où les pertes civiles seraient évitées. Par exemple, Abou Zeid, un des trois plus importants chefs djihadistes, a été tué lors d'une frappe aérienne qui a démontré l'efficacité du processus de traitement des objectifs précieux pour éliminer les chefs djihadistes³⁶.

Cette stratégie s'est révélée être raisonnable et efficace, équilibrant l'efficacité et la durabilité. Le recours à des drones, des avions de chasse, des fantassins d'élite et des éléments des forces spéciales permettrait de traquer les terroristes et de les éliminer dans la mesure du possible. Si la France peut conserver le soutien de son peuple pour cette opération humanitaire et peu coûteuse, selon toute vraisemblance, les terroristes ne reviendront pas.

Conclusion

L'opération Serval a totalement atteint les objectifs raisonnables du président Hollande. La France n'a jamais voulu créer un nouveau Mali, entièrement démocratique et prospère ; plus pragmatique, elle a cherché à mettre fin à l'expansion djihadiste dans le Sahel. La France n'est pas tombée dans les pièges stratégiques communs dans ce type de conflit, à savoir, l'impérialisme ou l'unilatéralisme, les objectifs flous, la faiblesse du leadership, l'ingérence dans les débats politiques internes locaux, l'érosion du soutien interne et la méconnaissance de la culture et de l'histoire locales.

L'efficacité de l'opération militaire découle de ses principes stratégiques de base et le fait que le leadership politique autorise les forces françaises de choisir les meilleurs moyens et méthodes pour garantir le succès. Les forces spéciales et la puissance aérienne ont joué un rôle central dans l'arrêt de l'offensive djihadiste et la libération du Mali occupé. Il n'y avait aucune chance que les stratèges français tomberaient dans le « syndrome de Billy Mitchell », en croyant que la guerre ne peut être gagnée que depuis l'air³⁷. Certains pourraient néanmoins soutenir que « ce sont les frappes aériennes de précision qui expliquent le succès de la France, alors que la campagne terrestre a joué un rôle marginal et inutilement risquée³⁸ ». Comme c'est souvent le cas, la vérité réside certainement dans une analyse objective, et le pire enseignement à tirer serait d'élaborer un mode opératoire générique à partir d'une opération particulière tributaire du contexte.

La France opérait avec de nombreux avantages contextuels qu'il convient de prendre en considération lors de l'élaboration d'une stratégie pour des opérations futures. Pendant des années, les djihadistes ont enlevé des ressortissants français dans le Sahel, déclenchant de vigoureuses campagnes de soutien dans les médias, ce qui peut expliquer peut-être pourquoi l'opinion publique française a estimé l'opération nécessaire et juste. Le même problème a conduit la France à recueillir pendant de nombreuses années des renseignements sur les terroristes qui s'est révélé critique lorsque l'opération Serval a créé la nécessité de frapper la logistique des djihadistes.

En outre, la France n'était pas seule dans son entreprise, bénéficiant de nombreux soutiens clés. Tous les pays environnants du Mali ont été impliqués dans la prévention de l'utilisation de sanctuaires par les djihadistes et de mener des opérations transfrontières. Considérée par les autorités maliennes comme leur dernier espoir, la France avait reçu carte blanche, permettant aux dirigeants français d'adapter rapidement leur stratégie visant à prendre l'initiative dans une situation changeante. Enfin, le principal soutien est venu sous la forme d'intelligence sur les djihadistes fournie par la population malienne, qui

a considéré les troupes françaises comme ses libérateurs après des mois de persécution de la part des djihadistes.

La culture a également joué un rôle important dans la victoire. La France a une longue histoire en Afrique et sait comment se battre dans sa « cour » ainsi que contre les djihadistes. Par exemple, les troupes coloniales françaises et la Légion étrangère, qui ont combattu pendant des décennies des insurgés en Afrique et en Afghanistan, ont lancé l'assaut final dans l'Adrar des Ifoghas en février 2013³⁹.

Enfin, la géographie s'est avérée avantageuse pour les forces françaises. La proximité du Mali de la France et de nombreuses bases militaires du réseau français en Afrique, a facilité des frappes aériennes et une projection de puissance rapide. En outre, il s'est avéré être beaucoup plus facile de poursuivre les djihadistes dans le désert ou de les frapper par voie aérienne dans leurs bastions isolés qu'en zone urbaine.

Indépendamment de ce succès initial, la lutte contre les djihadistes n'est pas terminée. La France peut mener une opération sur une échelle réduite dans le Sahel avec ses moyens aériens et ses forces spéciales appuyés par les forces de réaction rapide de son armée. Elle est soutenue par les États-Unis et tous les pays partageant ses inquiétudes quant à la menace terroriste. Choisir un moindre engagement compromettrait gravement sa position en Afrique de l'Ouest où la France reste considérée comme un allié solide sur lequel on peut compter.

Notes

1. Col LABORIE, Géraud, « The Afghan Model More Than 10 Years Later: An Undiminished Relevance », *Air and Space Power Journal—Africa and Francophonie* 4, no. 3. 3^e trimestre 2013, pp. 49–60. Comparable à ce qui fut mis en œuvre pendant la phase initiale de l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan.

2. « Mali », United Nations Development Program Human Development Reports, consulté le 24 juin 2015, <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/MLI>.

3. « Corruption Perceptions Index, 2013 », *Transparency International*, consulté le 24 juin 2015, www.transparency.org/cpi2013/results. Mali était 127^e sur le *Corruption Perceptions Index* de 2013.

4. BENNETT, John T., « Pentagon: All U.S. Elite Commandos in Mali 'Accounted For' », *U.S. News & World Report*, 23 mars 2012, www.usnews.com/news/blogs/dotmil/2012/03/23/pentagon-all-us-elite-commandos-in-mali-accounted-for ; et NOSSITER, Adam, SCHMITT, Eric et MAZETTI, Mark, « French Strikes in Mali Supplant Caution of U.S. », *New York Times*, 13 janvier 2013, www.nytimes.com/2013/01/14/world/africa/french-jets-strike-deep-inside-islamist-held-mali.html?pagewanted=2. « Selon un officier supérieur, les chefs touaregs de trois des quatre unités maliennes combattant alors dans le Nord firent défection pour rejoindre l'insurrection « au moment crucial », emmenant avec eux des combattants, des armes et du matériel dont l'armée avait bien besoin. Il déclara qu'ils furent rejoints par environ 1600 autres déserteurs de l'armée malienne, ce qui anéantit les espoirs de résistance à l'assaut nourris par le gouvernement ». NOSSITER, SCHMITT, et MAZETTI, « *French Strikes in Mali* ».

5. « Mali », consulté le 31 janvier 2015, www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/mali.htm.

6. « Bien que les Touaregs soient musulmans, les femmes ne sont traditionnellement pas voilées. Malgré la diversité de la société malienne, la tolérance interethnique et interconfessionnelle a été la norme. Cela est en partie attribué à la présence de formes syncrétiques de l'Islam qui mêlent cette religion, y compris ses variantes soufies, aux pratiques et croyances traditionnelles ». STEWART, Dona J., *What Is Next for Mali? The Roots of Conflict and Challenges to Stability*, Carlisle, Pennsylvania : Strategic Studies Institute and US Army War College Press, 2013, p. 27, www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB1185.pdf.

7. NOTIN, Jean-Christophe, *La guerre de la France au Mali*, Paris : Éditions Tallandier, 2014, pp. 61–62. 400 et 1000 Touaregs environ qui combattirent dans le camp de Kadhafi revinrent dans le Nord du Mali afin de reprendre la lutte pour l'indépendance, ainsi que d'endiguer l'influence des djihadistes. Voir aussi « Crisis in Mali », International Coalition for the Responsibility to Protect, consulté le 31 janvier 2015, www.responsibilitytoprotect.org/index.php/crises/crisis-in-mali.

8. « On estime que les enlèvements contre rançon et la facilitation du trafic de drogue ont rapporté 100 millions de dollars à l'AQMI ». ONUOHA, Freedom C. et THURSTON, Alex, *Franco-African Military Intervention in the Mali Crisis and Evolving Security Concerns*, Doha, Qatar : Aljazeera Center for Studies, 19 février 2013, p. 3, http://studies.aljazeera.net/ResourceGallery/media/Documents/2013/2/19/201321984326956734FrancoAfrican_Intervention_Mali.pdf.

9. Dr. PORTER, Geoff D., « AQIM's Objectives in North Africa », *CTC Sentinel*, 1 février 2011, www.ctc.usma.edu/posts/aqim%e2%80%99s-objectives-in-north-africa.

10. LASSERRE, Isabella et OBERLÉ, Thierry, *Notre guerre secrète au Mali*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2013, p. 179 ; et HOLDER, Gilles, « 'Mon pays S.A.' : un certain retour sur la démocratie exemplaire du Mali et sa déraison islamique », Sciences-Po, Centre de recherches internationales, juillet 2013, www.sciencespo.fr/cei/en/content/mon-pays-sa-un-certain-retour-sur-la-democratie-exemplaire-du-mali-et-sa-deraison-islamique.

11. ACHERIF, Bilal Ag, « Déclaration d'indépendance de l'Azawad », *RFI*, 6 avril 2012, <http://scd.rfi.fr/sites/filesrfi/documentMNLA.pdf>. Azawad est le nom touareg donné par le MLNA à la zone qu'ils déclarèrent indépendante et qui se compose des régions maliennes de Tombouctou, Kidal et Gao, ainsi que d'une partie de celle de Mopti.

12. « Résolution 2085 (2012) », S/RES/2085 (2012), Conseil de sécurité des Nations Unies, 20 décembre 2012, www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2085%20%282012%29.

13. NOTIN, *Guerre de la France au Mali*, p. 158.

14. « Chapter VII: Action with Respect to Threats to the Peace, Breaches of the Peace, and Acts of Aggression », *Charte des Nations Unies*, consulté le 25 juin, 2015, www.un.org/en/documents/charter/chapter7.shtml.

15. Président François Hollande, *Discours devant l'Assemblée nationale sénégalaise*, Dakar, 12 octobre 2012, www.ambafrance-td.org/12-octobre-2012-Discours-de-Dakar ; et JAUVERT, Vincent, « Mali: histoire secrète d'une guerre surprise », *L'Obs*, 10 février 2013, <http://globe.blogs.nouvelobs.com/archive/2013/02/08/mali-histoire-secrete-d-une-guerre-surprise.html>.

16. LYNCH, Colum, « Rice: French Plan for Mali Intervention is 'Crap' », *Foreign Policy*, 11 décembre 2012, http://blog.foreignpolicy.com/posts/2012/12/11/rice_french_mali_intervention_plan_is_crap.

17. Président François Hollande, *Conférence de presse*, Dubaï, 15 janvier 2015, www.elysee.fr/conferences-de-presse/article/conference-de-presse-du-president-de-la-republique-a-dubai/.

18. SHURKIN, Michael, *France's War in Mali: Lessons for an Expeditionary Army*, Santa Monica, CA : Rand Corporation, 2014, p. 9, www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR700/RR770/RA_ND_RR770.pdf.
19. NOTIN, *Guerre de la France au Mali*, p. 222.
20. SHURKIN, *France's War in Mali*, p. 9.
21. *Id.*
22. CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre et LARCHER, Gérard, *Rapport d'information n°513 (2012–2013) fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail « Sahel »*, Paris : Sénat, 16 avril 2013, p. 20, www.senat.fr/notice-rapport/2012/r12-513-notice.html.
23. NOTIN, *Guerre de la France au Mali*, p. 233.
24. « Le Département de la Défense (DoD) des États-Unis a soutenu l'opération française en mettant à sa disposition cinq avions cargos C-17 Globemaster II (s'ajoutant aux appareils du même modèle déployés par la *Royal Canadian Air Force* et la *Royal Air Force* britannique). L'armée de l'Air italienne affecta pour sa part deux avions C-130J Hercules et un avion-ravitailleur Boeing KC-767A aux opérations du Mali. D'autres avions gros porteurs ont été fournis par l'Allemagne, le Danemark, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas et les ÉAU ». BUSCH, Gary K., « The Logistics of the War in the Sahel », *Stability: International Journal of Security & Development* 2, no. 2, 12 juin 2013, p. 3, www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.bh/.
25. « 63 pour cent et quelques jours plus tard 75 pour cent des internautes soutinrent l'opération ». NOTIN, *Guerre de la France au Mali*, p. 208.
26. Président François Hollande, « Discours avec le président de la république du Mali », Bamako, 2 février 2013, www.elysee.fr/videos/discours-avec-le-president-de-la-republique-du-mali-depuis-la-place-de-l-039-independance-a-bamako-mali/?input-search=&input-type2=2&input-date1=15%2F01%2F2013&input-date2=01%2F03%2F2013&input-theme=#inner-content.
27. NOTIN, *La guerre de la France au Mali*, p. 176.
28. « Le pilote (lieutenant Damien Boiteux) de l'un de ces hélicoptères trouvera la mort quelques minutes après l'atterrissage à Sevaré-Mopti et le deuxième hélicoptère sera contraint d'atterrir en territoire ennemi par suite d'avaries ». *Id.*, p. 182.
29. *Id.*, p. 199. D'après le général Castres, le commandant de l'opération.
30. *Id.*, p. 243.
31. BARLUET, Alain, « Mali : François Hollande en président de guerre », *Figaro*, 15 janvier 2013, www.lefigaro.fr/international/2013/01/15/01003-20130115ARTFIG00657-mali-francois-hollande-en-president-de-guerre.php?pagination=17.
32. SHURKIN, *France's War in Mali*, p. 22.
33. « *French troop level reached 4000 max* ». *Id.*, p. 15.
34. « Donors' Conference on Mali, Addis Ababa, Ethiopia, African Union, 29 January 2013 », African Union, 29 janvier 2013, <http://summits.au.int/en/20thsummit/events/donors-conference-mali>.
35. « US Agrees to Refuel French Warplanes on Mali Mission », *Space War*, 26 janvier 2013, www.spacewar.com/reports/US_agrees_to_refuel_French_warplanes_on_Mali_mission_999.html.
36. « Al Qaeda Leader Abou Zeid 'Killed in Mali' », *France 24*, 5 mars 2013, www.france24.com/en/20130304-al-qaeda-confirms-abou-zeid-death-mali-0/.

37. GRANT, Rebecca, « The Billy Mitchell Syndrome », *Air Force Magazine* 89, no. 12, décembre 2006, pp. 52–56.

38. SHURKIN, *France's War in Mali*, p. 3.

39. DOUGHERTY, Kevin, « French Military Effort in Afghanistan Earning Respect of U.S. Troops », *Stars and Stripes*, 31 octobre 2009, www.stripes.com/news/french-military-effort-in-afghanistan-earning-respect-of-u-s-troops-1.96007. Des forces françaises participèrent d'octobre 2001 à décembre 2014 à l'opération *Enduring Freedom* et à la mission de la FIAS en Afghanistan.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp